



La « mascarade électorale » du 30 janvier (suite)

INTERVIEW DU Dr. HASSAN T. WALLI AYDINLY
Président du Comité de Défense des Droits des Turkmènes Irakiens (p.4)

LA POUDRIERE DE KIRKOUK

par Gilles Munier

Depuis que Massoud Barzani et Jalal Talabani, les deux chefs féodaux kurdes, ont décidé de faire de Kirkouk la capitale de la Région autonome du Kurdistan - ou d'un futur Etat kurde - la situation se dégrade dangereusement au nord de l'Irak. Leur décision est perçue comme un coup de force intolérable par la majorité des Irakiens qui n'accepte pas d'être dépossédé de leurs richesses pétrolières ni d'assister à l'expulsion des Arabes et des Turcomans de la ville.

A l'arrière plan, les Etats-Unis tirent les ficelles et soufflent sur les braises. Après la chute de Bagdad, en avril 2003, ils ont livré la ville aux milices kurdes. Pour le lobby pétrolier texan et Israël, ce qui est en jeu c'est la remise en état du pipeline Kirkouk-Haïfa, fermé depuis la création de l'Etat hébreu en 1948.

Kirkouk n'a jamais été kurde. Ceux qui prétendent le contraire mentent effrontément. Les témoignages des voyageurs passés là au cours des siècles convergent tous sur un point : la ville était peuplée majoritairement de Turcomans et d'Arabes. Or, la semaine dernière, le « gouvernement » irakien a donné l'autorisation à 100 000 électeurs kurdes de voter aux élections du 30 janvier, les 3/4 d'entre eux n'ayant sans doute jamais été expulsés vers la Région autonome. Le résultat est prévisible : Kirkouk est aujourd'hui au bord de la guerre civile.

Révisionnisme historique

On sait que les Kurdes sont indo-européens et descendants des Mèdes (612 av. JC). Certains nationalistes kurdes vont plus loin. Pour justifier leur droit de créer un « Grand Kurdistan », ils refont l'histoire, prétendant que leurs ancêtres ont migré de Scandinavie à l'ère glaciaire vers la Mésopotamie et le plateau iranien. Ils revendiquent même comme kurdes : les empereurs Darius

et Xerxès, 28 rois de la dynastie perse sassanide (226-636), le fondateur de celle des Pahlavi et ... Abraham.

Ce qui est certain - *n'en déplaise aux historiens révisionnistes kurdes* - c'est qu'à l'époque sumérienne, Kirkouk s'appelait Arrapha. Les vestiges de cette ville - *capitale d'un royaume soumis aux rois hourrites du Mitanni (15^{ème}-14^{ème} siècle av. JC)* - dorment sous la Qalaâ, le tell artificiel qui domine Kirkouk. Plus tard, Arrapha devint Karkha, puis Karkh Yasdin en hommage à l'un de ses habitants, grand argentier de Chosroès II (590-628).

Le naphte, aujourd'hui en grande partie à l'origine des malheurs des habitants de Kirkouk, est connu en Mésopotamie depuis la nuit des temps. Il servait à éclairer, à sceller les dalles des rues et les briques des palais, à fabriquer des armes incendiaires. Il aurait même, dit-on, permis de calfater l'Arche de Noë et été utilisé – *selon Plutarque* – par les Mésopotamiens pour impressionner Alexandre le Grand en mettant le feu à une rue. On dit que les flammes du Feu éternel qui brûlent depuis toujours à deux pas de là, seraient celles de la Fournaise ardente dont parlent la Bible et le Coran, où fut jeté le prophète Abraham sur ordre de Memrod.

Les droits des Turcomans

Personne ne conteste la présence d'une forte minorité kurde à Kirkouk. Mais, il faut beaucoup de mauvaise foi pour nier aux Turcomans des droits ancestraux dans cette région et dans celle de Tell Afar. Ils sont venus au 9^{ème} siècle s'enrôler dans l'armée des califes abbassides. Leur présence s'est renforcée sous la dynastie seljoukide (1117-1194) et avec Tamerlan qui installa à Kirkouk 100 000 esclaves turcs vers 1392. Enfin, au 15^{ème} siècle, l'invasion de l'Irak par les hordes turcomanes des Moutons Noirs (*Qara-Koyunlu*) puis des Moutons Blancs (*Aq-Koyunlu*), suivie 30 ans plus tard par celle des Ottomans (1534-1915) les implantèrent définitivement dans la région. L'accroissement de la population kurde à Kirkouk est relativement récent. Il date des années 30, quand les Anglais de l'*Irak Petroleum Company (IPC)* préféraient recruter des ouvriers kurdes qu'ils trouvaient plus dociles que les Arabes et les Turcomans.

La sous-estimation du nombre des Turcomans a débuté à la fin de la Première guerre mondiale pour des motifs économiques et stratégiques. En 1923, à la Conférence de Lausanne, les Anglais ne voulaient pas entendre parler de populations turcophones importantes pour empêcher la Turquie de s'emparer du wilayet de Mossoul, potentiellement riche en pétrole. Leur situation et celle des Arabes n'ont fait qu'empirer après le 15 octobre, quand à 3 heures du matin un grondement formidable a annoncé au monde le jaillissement du pétrole à Baba Gougour, à quelques kilomètres de la ville.

Mais, en matière de démographie, les faits sont têtus. En dépit de ces manœuvres, le recensement de 1957 – *publié après la chute de la monarchie en 1958* - dénombrait 1 million de Kurdes et 600 000 Turcomans sur le territoire irakien (*10% de la population*). Kirkouk était à majorité turcomane.

Dans les années 70, à la suite du refus de Molla Barzani de reconnaître l'irakité de Kirkouk, de nombreux Kurdes – *et des Turcomans* - furent expulsés de la région et remplacés par des paysans venus du sud du pays, ce qui fait qu'aujourd'hui on ne possède pas de chiffres fiables concernant le nombre des Turcomans, mais on peut l'évaluer entre 2 et 3,5 millions d'habitants.

Un pipeline peut en cacher un autre

Depuis la Première guerre mondiale, l'importance stratégique du pétrole irakien n'a cessé de croître. Les temps n'ont pas changé depuis l'accord Sykes-Picot (*16 mai 1916*) qui éliminait les Américains de la répartition du pétrole de Mésopotamie. Les pétroliers règnent en maîtres. Georges Clémenceau s'en est vite aperçu. En 1917, il dû presque supplier le Président américain Woodrow Wilson de contraindre la *Standard Oil Company* de J.D Rockefeller à ravitailler les troupes françaises en carburant. Une phrase célèbre résumait la pensée du « Tigre » : « *Une goutte de pétrole vaut une goutte de sang...* ». Barzani et Talabani devraient la méditer.

La paix en Irak et dans la région passe par la viabilité de la Région autonome du Kurdistan, mais cette dernière ne dépend pas obligatoirement de la possession des champs pétroliers de Kirkouk.

Au contraire, en piétinant les droits des Arabes et des Turcomans, les Kurdes se jettent tête baissée dans un nouveau conflit sanglant. Est-ce que la reconstruction du pipeline Kirkouk-Haïfa en vaut la chandelle ? Non bien sûr, mais les pétroliers américains ne se posent pas ce genre de question.

En août 2003, le Pentagone a adressé un télégramme au ministère des Affaires étrangères israélien pour proposer à l'Etat hébreu de relancer ce projet calamiteux. Officiellement, le Premier ministre israélien a vu dans cette offre un « *bonus* » destiné à remercier Israël pour son « *soutien sans équivoque* » à l'agression américaine contre l'Irak. Le pipeline réduirait la note énergétique israélienne de plus de 20%. Yoseph Paritzky, ministre israélien des Infrastructures, est allé à Washington suggérer d'augmenter le diamètre du tube, assurant que la Jordanie était d'accord pour le laisser passer. Mais, quoiqu'en dise le ministre, Haïfa est encore loin de devenir un « *nouveau Rotterdam* ».

Ce que l'on sait moins, c'est qu'en coulisse des cercles sionistes étudient l'offre américaine sous un autre angle. Pour protéger le pipeline des actes de sabotage, ils préconisent la création d'un corps militaire spécial, de construire une route longeant le pipe, voir d'édifier une palissade tout du long... Ils parleront bientôt d'infrastructures nécessaires à la sécurité et au bien-être des soldats. La question à poser aux partisans d'un « *Israël du Nil à l'Euphrate* » est simple: « *Pourquoi ne dites-vous pas tout de suite que quelques colonies de peuplement installées ici et là sont dans la suite logique de vos divagations ?* ».

Au Pentagone, Donald Rumsfeld est plus pragmatique. En relançant le projet, il a donné un os à ronger aux Israéliens et aux Evangélistes. Il attend que tout le monde reconnaisse que l'itinéraire Kirkouk-Haïfa est un gouffre financier. Alors, il sortira son joker : un pipeline Kirkouk- Aqaba construit par la société Bechtel. Il connaît bien le sujet : dans les années 80, sous la présidence Reagan, il a participé à son montage et tenté de convaincre le président Saddam Hussein d'en accepter l'idée.

Un vent mauvais, avec de forts relents de soufre, souffle sur Kirkouk. L'annexion de la ville par la Région autonome du Kurdistan - voir par un futur Etat kurde - est en marche. Soixante mille Kurdes campent aux portes de la ville. Cinquante mille Irakiens, principalement arabes et turcomans, en ont été expulsés. L'équilibre ethnique hérité du passé est réduit à néant. Si on comprend que des personnes injustement traitées récupèrent leurs biens et leurs droits, on ne peut que condamner la kurdisation effrénée de la cité pétrolière. En Irak, aucun Arabe, aucun Turcoman ne tolérera le *hold up* kurde sur une terre qui ne leur appartient pas en propre, et sous laquelle dorment 40% des richesses pétrolières du pays. A Ankara, le Premier ministre Recep Erdogan suit l'évolution de la situation à Kirkouk. Une force de déploiement rapide de 40 000 soldats turcs est prête à intervenir. Au cas où...

Antique prophétie

En 1999, non loin de Kirkouk, près du tombeau du prophète Daniel (*Nabi Danyal*), j'avais engagé la conversation avec des Irakiens qui s'étaient recueilli sur le tombeau du prophète Daniel. Nous avons évoqué une de ses visions prophétiques survenue après que Nabuchodonosor eut fait ériger une immense statue en or et demandé à son peuple de l'adorer. Daniel avait vu quatre bêtes monstrueuses dressées au dessus du monde, venir une à une mourir au pied de l'idole. Le prophète avait interprété sa vision comme annonçant la chute inévitable des quatre grands empires de l'Antiquité : babylonien, mède-persan, grec, romain. Pour ces Irakiens, la prophétie de Daniel était toujours d'actualité. Après la Seconde guerre mondiale, m'avaient-ils dit, l'influence des quatre grandes puissances avait peu à peu été rognée. La Grande-Bretagne et la France n'ont plus d'empire colonial. L'URSS a éclaté. La « *quatrième bête... différente de toutes les autres* » celle qui dans la prophétie médite « *de changer le temps et le droit* » s'appelle-t-elle Etats-Unis ? Mes interlocuteurs irakiens n'en doutaient pas. L'élection d'un président américain parlant de « *Croisade* », d' « *Axe du Mal* », de « *Méchants et de Gentils* », et l'influence à Washington et Tel Aviv de fanatiques religieux rêvant d'Armagedon nucléaire, semblent leur donner raison.

Source : Guide de l'Irak, par Gilles Munier (*Jean Picollec Editeur, 2001*) – US checking possibility of pumping oil from northern Iraq to Haifa, via Jordan, par Amiram Cohen (*Ha'aretz – 25/8/03*) - Israël seeks pipeline for iraqi oil (*The Observer – 20/4/03*) – Israeli minister dream of iraqi oil, par Akiva Eldar (*Counter Punch, 1/4/03*) – Iraq-to-Haifa pipeline could spur economic rebirth, par Matthew Gutman (*Jerusalem Post Service – 18/4/03*) – The opening moves to a greater, expanded Israel ?, par Xymphora (<http://www.uruknet.info/?s1=2&p=5641&s2=16>) - Infokurd : <http://www.infokurd.com/origines.htm> - The Kirkouk tinderbox, par Gajendra Singh (*Asia Times – 22/6/05*).

Campagne pour la libération de Houda Ammash

Houda Ammash, scientifique membre du Commandement régional du Baas, est détenue dans des conditions inhumaines depuis le 25 avril 2003 à Radwaniyeh, près de l'aéroport de Bagdad.

Malgré son état de santé, elle a été interrogée à plusieurs reprises - *jusqu'à seize heures d'affilée* - par la CIA et - *selon son mari* - par des Israéliens. Qui sait que les Américains n'ont reconnu son arrestation que 6 mai, profitant de ce laps de temps pour lui faire subir des « **interrogatoires poussés** » ?

Cette biologiste, diplômée en microbiologie de l'Université du Missouri et de microbiologie à l'Université féminine de Denton (Texas), est accusée par Washington d'avoir participé au développement du programme d'armes de destruction massive, mais d'après ses avocats : son dossier est vide. Les Américains lui reprochent aussi – *et surtout* - d'avoir publié des rapports sur les conséquences de l'embargo imposé par l'ONU, et sur les effets des armes à l'uranium appauvri sur la population et l'environnement.

**Victime d'un cancer et sans soin véritable, son état de santé s'est récemment aggravé.
Sa vie est aujourd'hui en danger.**

Signez l'appel lancé pour exiger la libération immédiate de Houda Ammash.

<http://www.petitiononline.com/freehuda/>

Lire « *France Irak Actualités* » n°14 de Juillet 2003 -

<http://www.iraqtual.com/divers/BulletinIrak14.pdf>

DOCUMENT

INTERVIEW DU Dr. HASSAN T. WALLI AYDINLY Président du Comité de Défense des Droits des Turkmènes Irakiens

Le Docteur Hassan T. Wali Aydinly est un Turcoman irakien, né en 1942 à Bashir, village rasé en 1986 dans le cadre de la politique d'arabisation de la région de Kirkouk.

Il est arrivé en Europe en 1960 pour y effectuer ses études universitaires. Après avoir été professeur à l'Institut Technique Supérieur de Bagdad, il a travaillé dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest comme spécialiste en gestion de projets pétrochimiques. Il est actuellement consultant indépendant et milite pour la libération de l'Irak et l'instauration d'une vraie démocratie dans ce pays. La SOITM (*Iraqi Turkmen Human Rights Research Foundation*) qu'il préside, est une association indépendante, financée par ses membres. Elle a pour but la défense et la promotion des droits des Turcomans d'Irak.

Q : A combien estimez-vous le nombre de Turcomans en Irak ?

HWA : Nous estimons le nombre des Turcomans en Irak à 3,25 millions, c'est-à-dire à 13 % de la population totale du pays.

Q : Sur quoi ou sur quel recensement vous basez-vous pour avancer ce chiffre?

HWA : Nous nous basons sur le recensement de 1957 dont les résultats avaient été annoncés en 1959 et selon lesquels le nombre de Turcomans dans les deux provinces à majorité turcomane de Kirkouk et d'Erbil s'élevait à 567.000 pour une population totale en Irak qui s'élevait à 6.5 millions d'après ce recensement. Ce qui signifie que les Turcomans recensés dans ces deux provinces uniquement représentaient 8,72 % de la population totale de l'Irak en 1957.

Or, il est bien connu et admis par tout le monde en Irak que la population turcomane n'était pas limitée à celle de ces deux provinces uniquement mais qu'il y avait à l'époque, comme c'est

d'ailleurs toujours le cas aujourd'hui, des Turcomans dans d'autres provinces telles que: Mossoul, Diyala, Bagdad, Kut et Kerbala pour ne citer que celles où il avait des populations Turkmènes importantes. On estime d'ailleurs qu'un bon tiers des Turcomans d'Irak vivaient à l'époque et vivent aujourd'hui encore dans ces provinces, ce qui pouvait représenter au minimum 283.000 personnes en 1957.

En additionnant ces Turcomans des autres provinces à ceux de Kirkouk et d'Arbil on arrive à une population totale Turcomane de 853.000 en 1957 sur une population totale de 6.5 millions, c'est à dire 13 % de la population irakienne.

Etant donné qu'aujourd'hui la population de l'Irak est estimée à 25 millions et en admettant que la croissance de la population ait été uniforme et égale pour toutes les ethnies en Irak on arrive à un chiffre d'environ 3.250.000 Turcomans dans l'Irak d'aujourd'hui. (13 % de 25 millions)

Q : Quelle est la répartition des Turcomans sur le territoire national ?

HWA : Comme déjà signalé brièvement plus haut, la répartition des Turcomans sur le territoire national aujourd'hui est la suivante:- Les Turcomans sont répartis et vivent toujours dans les provinces de Mossoul, d'Arbil, de Kirkouk, de Salahaddine, de Diyala, de Wassit, de Bagdad et de Kerbala.

En réalité la région turcomane en Irak est constituée d'un territoire en forme de parallélogramme qui sépare les deux autres régions, Arabe et Kurde, elle constitue une zone de transition voir une "zone tampon" entre les Arabes et les Kurdes de ce pays. Ce territoire s'étend de la frontière Irako-syrienne (la région de Tell Afar) au nord-ouest de Mossoul, en passant par les villes d'Arbil, de Kirkouk, de Tuz Khurmatu, de Baaquba et de Kut (région de Bedre-Jassan-Aziziya) au sud-est de cette ville à la frontière irako-iranienne.

Pour être plus précis concernant la répartition des Turcomans en Irak on peut dire ce qui suit:

a - En province de Mossoul : - La région Turcomane comprend la ville de Tal Afer, la partie est de la ville de Mossoul ainsi que les villages le long du Tigre au nord et au sud de Mossoul.

b - En province d'Arbil: - La région turcomane comprend la ville d'Arbil.

c - En province de Taamim : - La région turcomane comprend les villes de Kerkuk, d'Altun Kopru, de Taze Khurmatu de Tawuq ainsi que les villages entourant ces villes.

d - En province de Salahaddine : - La région turcomane comprend la ville de Tuz Khurmatu et les villages qui l'entourent.

e - En province de Diyala : - La région turcomane comprend les villes de Baaquba, Khaneqin, Mendeli, Qarakhan (Jalawla), Quizlarbat (Sadiyya), Kifri, Qara Teppe, Shahraban (Miqdadiyya), Delli Abbas (Mansuriyya) et Qazaniyya (1).

f - En province de Wasit : - La région turcomane comprend les localités de Bedre, de Jassan, et d'Aziziyya.

g - A Bagdad: - Les Turcomans de Bagdad sont estimés à 300.000, ils sont répartis dans tous les districts de Bagdad, mais avec une concentration notable dans les districts d'Adhamiyya et de Ragheba Khatun.

h - A Kerbela : - Les Turcomans de Kerbela sont installés près et autour des lieux-saints chiites de cette ville.

Q : Un certain nombre de Turcomans irakiens sont chiites. Ont-ils les mêmes aspirations que la majorité de la communauté ?

HWA : Tous les Turcomans irakiens, qu'ils soient sunnites ou chiites, ont la même aspiration, celle d'être reconnus enfin comme la troisième ethnie importante de ce pays, ils sont de véritables patriotes, ils l'ont prouvé depuis la création de l'état Irakien en 1921.

Q : Que pensez-vous des candidats turcomans présents sur la liste Sistani ? Y en a-t-il sur d'autres listes?

HWA : Quelques personnalités turcomanes telles que Messieurs Taqi Mawla, Feryad Tuzlu et Abbas Bayati ont rejoint la liste de la "*coalition unifiée pour l'Irak*" connue comme étant la "*liste de Sistani*" à cause de leurs relations dans le passé avec le mouvement chiite et parce qu'on leur a garanti des postes. Toutefois, ils ont demandé à leurs partisans de voter pour une des deux listes Turcomanes officielles.

Q : Quelle est la situation des Turcomans au Kurdistan irakien ?

HWA : Les Turcomans d'Erbil sont mis sous pression par l'administration de Barzani pour suivre les 5 « *partis fantoches* » Turcomans (*Kurdomans*) créés par les Kurdes. Cependant les Turcomans d'Erbil voteront pour une des deux listes turcomanes.

Q : Dans le cas spécifique de Kirkouk, on parle de « nettoyage ethnique » pratiqué par les partis de Barzani et de Talabani. Commence cela se passe sur le terrain ?

HWA : Il y a aujourd'hui 120.000 immigrants Kurdes, amenés de Duhok, d'Erbil, de Sulaimania ainsi que d'Iran, de Syrie et de Turquie, qui ont été installés dans les maisons des 40.000 Arabes qui ont été forcés d'évacuer après l'occupation Kurde. Le reste des Kurdes sont installés dans des bâtiments officiels et dans des immeubles et terrains publics, dans l'attente de l'évacuation du reste des 120 000 Arabes amenés à Kirkouk par le régime Baath dans les années 1980.

La majorité des bureaux officiels et services gouvernementaux sont occupés par des fonctionnaires Kurdes amenés de Duhok, d'Erbil et de Soulimaniya. Ces fonctionnaires obligent tout le monde à parler le Kurde. Les personnes qui ne connaissent pas le Kurde ne bénéficient d'aucun service.

Actuellement les Kurdes organisent une campagne de kurdification, inscrivant des graffitis en Kurde sur les murs, hissant des drapeaux Kurdes partout dans la ville, remplissant les rues de bannières en langue kurde, achetant des centaines de locaux commerciaux et plaçant des écriteaux en langue Kurde dans les étalages des magasins.

La majorité des policiers sont Kurdes de même que la plupart des taximen viennent de Dohok, d'Erbil ou de Suleimania.

Q : Quelle sont les relations des Turcomans avec la communauté arabe de Kirkouk ? Remettent-ils en cause la présence des Arabes installés ces dernières années ?

HWA : Face à la menace kurde pour l'avenir et l'unité de l'Irak, les Arabes et les Turcomans sont aujourd'hui unis pour faire face au raz de marée kurde dans la région turcomane. Dans les années 1980 les Turcomans étaient bien sûr opposés à l'installation des Arabes dans leur région car ils étaient opposés à la politique d'arabisation, mais à présent, ils considèrent que la présence des Arabes est essentielle et nécessaire, pour empêcher l'immigration en masse des Kurdes.

Q : Quelle solution proposez-vous pour Kirkouk ?

HWA : Kirkouk est une ville turcomane à l'origine. Ce fait est accepté par les Arabes, les Assyriens et même par les Kurdes de Kirkouk. A cause de la richesse en pétrole de la ville et à cause des visées cachées de leurs partis politiques, les Kurdes s'obstinent à vouloir inclure Kirkouk dans leur "*Grand Kurdistan*" pour lequel ils oeuvrent activement.

Pour réaliser leur projet de "*Grand Kurdistan*" la première étape serait de déclarer un état fédéral et la seconde serait de créer un état indépendant, comme en Yougoslavie ou en Tchécoslovaquie. Comme leur projet de "*Grand Kurdistan*" n'est pas viable sans les richesses pétrolières de Kirkouk, les Kurdes veulent absolument annexer cette ville dans leur région.

La solution que nous préconisons pour Kirkouk est la suivante:

a - STOPPER L' ARRIVEE EN MASSE DES KURDES A KIRKOUK

b - Déterminer qui sont les habitants originaires de Kirkouk, en se basant sur les certificats de naissance de 1957.

c- En accord avec cela, organiser des élections municipales. Il est clair que ces élections déboucheront sur le résultat suivant: une majorité pour les Turcomans, qui permettrait d'élire une administration représentative de la population dirigée par un gouverneur Turcoman et deux députés, dont un Arabe et un Kurde. Les Assyriens ne représentant pas plus de 5% de la population peuvent être représentés dans la municipalité.

Q : En cas de boycott kurde des élections à Kirkouk, comment envisagez-vous l'avenir ?

HWA : Les Kurdes ne boycotteront pas les élections étant donné qu'ils ont déjà fait pression sur le gouvernement pour inclure 72 000 nouveaux arrivés à Kirkouk en tant qu'électeurs pour les prochaines élections, ce qui a fait pencher la balance en leur faveur. Par contre, il est question que les Turcomans et les Arabes boycottent les élections. Ce qui signifie que toute élection à Kirkouk serait nulle et non avenue.

Si les Kurdes poursuivent leur politique hégémonique et agressive dans la région Turcomane, les Turcomans et les Arabes se militariseront et cela débouchera sur des violences ethniques.

Q : La Turquie peut-elle encore intervenir pour empêcher l'annexion de Kirkouk dans la région du Kurdistan ?

HWA : La Turquie est malheureusement en position de faiblesse aujourd'hui à cause de la "carotte" de l'Union Européenne, de plus la Turquie doit 152 milliards de dollars au FMI et à la Banque Mondiale.

Dans le passé la Turquie avait déclaré Kirkouk et Mossoul ligne rouge à ne pas dépasser par les Kurdes, leur déclaration est restée à ce jour une déclaration verbale malgré les franchissements multiples de cette fameuse ligne rouge par les Kurdes.

Les Kurdes aujourd'hui supportés par les occupants anglo-saxons se sentent forts et prêtent peu d'importance au reste du monde.

Les Kurdes et les Etats-Unis considèrent les menaces turques comme étant du "bluff". C'est pour cette raison que la possibilité d'une intervention Turquie n'est pas crédible.

Note:

(1) les noms entre parenthèses sont les nouveaux noms arabisés des villes Turcomanes.

Propos recueillis via Internet par Gilles Munier (20/1/05)

BREVES

Résistance - Selon le général Mohamed Abdallah Chahwani, chef du service de renseignement d'Iyad Allaoui, **la résistance irakienne compterait environ 200 000 combattants, dont 40 000 formant le noyau dur.** Les Américains estimait jusqu'ici le nombre des « rebelles » à 20 000 (**Radio Canada International – 3/1/05**).

Mascarade électorale (1) - Pas de surprise à attendre des « observateurs internationaux » chargés de surveiller le déroulement des soi-disant élections législatives et régionales en Irak: c'est la *MIEI (Mission internationale sur les élections en Irak)* qui décrètera que les opérations sont valides car « libres et justes » ! Cet organisme créé lors d'une conférence qui s'est tenue à huis clos à Ottawa les 19 et 20 décembre dernier, est une émanation d' *Elections Canada* et de la *FISE (Fondation internationale pour les systèmes électoraux)*, cette dernière étant connue pour servir un peu partout dans le monde « l'idéal démocratique américain ». Pour des raisons de sécurité, les noms des membres de la mission n'ont pas été rendu publique et ils observeront le déroulement du scrutin de leur bureau ou de leur chambre d'hôtel... à Amman. A l'étranger, où les Irakiens ne courent aucun risque seuls 16% des électeurs se sont inscrits sur les listes électorales, c'est dire le crédit accordé par les expatriés à ces élections factices.

http://www.wsws.org/francais/News/2005/janvier05/170105_CanadaEleclrak.shtml

http://story.news.yahoo.com/news?tmpl=story&u=/afp/20050123/wl_afp/iraqvoteaustralia&cid=1512&ncid=1478

Masacarde électorale (2) - Les Israéliens d'origine irakienne, dont le nombre est estimé à plus de 250 000 personnes, pourront voter aux élections du 30 janvier. Ceux qui le souhaiteront devront se rendre du 28 au 30 janvier au bureau de vote le plus proche, c'est-à-dire à Amman, en Jordanie. Deux listes pourraient profiter de leur suffrage : celle du *Parti communiste (pro-américain)* ou celle du *Parti Démocratique de la nation irakienne* de Mithal Al-Alloussi qui prône la normalisation des relations avec Israël et qui présente 25 candidats.

En revanche, plusieurs dizaines de milliers d'Irakiens ne pourront pas voter, parce qu'ils n'ont plus de domicile, ou parce qu'ils sont détenu dans des camps américains.

Information - Pour se tenir informé de l'évolution de la situation en Irak, lire « *Janvier en Irak* » (*Chroniques parallèles de l'insurrection*). C'est une publication spéciale du Réseau Voltaire.

http://www.reseauvoltaire.net/IMG/pdf/janvier_en_irak-03.pdf

Terrorisme – Selon le quotidien bagdadi *Al Ittihad*, un groupe terroriste inconnu appelé *Saraya Iraqna* a fait son apparition à Bagdad et **menace de s'en prendre aux résistants « quelle que soit leur religion ou leur origine ethnique ».** Cette organisation propose entre 3 000 et 50 000 \$ à ceux qui soutiendront ses activités (**Focus News Agency – 11/1/05**).

Billet d'humeur TSUNAMI ISRAËLIEN ET TSUNAMI AMERICAIN

On aurait aimé pouvoir apprécier sans arrière-pensée, sans retenue le formidable élan de solidarité qui a déferlé sur le monde, occidental en particulier, en faveur de l'Asie du sud-est, frappée par un raz-de-marée que les Japonais appellent tsunami et Condolizza Rice, « occasion miraculeuse » pour les Etats-Unis. On aurait pu penser, que cet emballement psychologique des Etats et des individus, magnifiquement happé par la machine médiatique, opérait en Occident une réflexion sur soi-même, sur les responsabilités quant à l'avenir du monde, politique, économique, social, à la résolution de conflits cruciaux, en terme de vie pour des peuples entiers.

Nenni. Il n'a fait que confirmer ce que nous savions déjà, à savoir qu'une catastrophe détient un potentiel de marketing où s'exerce une surenchère au plus offrant à des fins de rédemption morale...et d'aide à la reconstruction, elle remboursable. Que valent alors les 350 millions d'aide, promis par les Etats-Unis alors qu'un jour de guerre en Irak coûte 4 milliards de dollars, qu'une rallonge de 80 milliards de dollars est à l'étude au Congrès pour les guerres en Irak et en Afghanistan, et que des milliards réservés pour la reconstruction en Irak, 29 millions seuls, provenant des revenus pétroliers irakiens, ont été dépensés pour payer des mercenaires protégeant des étrangers.

Quelle est la nature de cette « solidarité » quand, par médias interposés, elle ignore systématiquement les victimes palestiniennes de la répression israélienne et les victimes irakiennes de l'agression américaine, qu'elle choisit entre les victimes à honorer, les « pures » et les « impures » selon l'expression caustique de Rony Brauman, ancien de Médecins sans Frontières, à l'émission « Arrêt sur images », les « impures » étant celles seules responsables de leur mal-être, du désastre dans lequel elles se trouvent.

Entre Noël et le 3 janvier 2005- au moment donc du cataclysme en Asie- 23 Palestiniens ont été tués, dix maisons ont été démolies, d'autres terres palestiniennes ont été confisquées et d'autres colonies juives, édifiées. Pas un Israélien n'a été tué ou blessé pendant cette semaine-là. Les Israéliens ont tué plus de Palestiniens (entre 5000 et 6000) depuis septembre 2000 que d'Américains ne sont morts lors des attaques du 11 septembre. Pour l'année 2004 seulement, 808 Palestiniens ont été tués contre 37 Israéliens lors d'attentats-suicide !! Depuis octobre 2000, 9 970 Palestiniens se sont retrouvés sans abri, - au cours de la seule année 2004, 102 320 arbres ont été déracinés, etc...etc.... L'occupation israélienne de la Palestine, et la répression qui en le pendant, ne s'évalue pas uniquement en termes matériels comme on chiffre les dommages d'un tsunami. Elle constitue une main mise totale sur la vie du peuple palestinien et conduit à son enfermement physique, matériel, moral et psychologique.

Qui se préoccupe de dénombrer les civils tués en Irak ? Certes pas les Américains pour qui la vie d'un Irakien ne vaut pas une chiquenaude mais qui offrent des statistiques détaillées sur le nombre de leurs soldats tués ou blessés. La vague meurtrière qu'est un tsunami entraîne l'Irak dans un chaos de plus en plus profond ; tous les jours, des centaines d'Irakiens innocents meurent par un recours disproportionné de la force par les Américains ou dans des circonstances douteuses. On considère que le chiffre de tués tourne autour de 100 000 à 150 000 ; un enfant sur huit meurt avant l'âge de cinq ans de malnutrition ce qui en fait une des mortalités infantiles les plus élevées dans le monde. A l'instar de leur mentor israélien, les Américains s'appliquent à la politique de la terre brûlée, détruisant maisons, véhicules, mobiliers sans aucune justification ou « confisquant » des biens au cours d'une arrestation.

Qui, d'ailleurs, dans le monde occidental ou à l'ONU, s'est soucié des conséquences de l'embargo sur la population irakienne, pendant douze ans, avec son cortège de maladies, de malnutrition, des retombées de l'emploi, au cours de la Guerre du Golfe I, par les Américains d'armes à uranium appauvri résultant en une augmentation du nombre de cancers et de malformations à la naissance, souvent niées dans la presse ? Qui a jeté un cri d'alarme et précipité les peuples dans une opération de solidarité semblable à celle d'aujourd'hui ? Personne car les Irakiens étaient des victimes impures, coupables de soutenir le régime baasiste et méritaient leur sort. Décidément, les catastrophes naturelles sont moins cruelles que celles déclenchées par l'homme.

ACTUALITE DE LA RESISTANCE IRAKIENNE

http://www.albasrah.net/moqawama/english/iraqi_resistance.htm

Journal de Bagdad

par M. Lemaire

Sur le site de Stop USA : <http://www.stopusa.be/newsletters/journal.php>

« Droit et Solidarité » accuse :

**BUSH, BLAIR ET AZNAR
coupables du crime d'agression contre l'Irak**

Une commission composée de juristes s'est constituée, à Paris, à l'initiative de Droit- Solidarité pour examiner sur un plan juridique le crime d'agression, dont se sont rendus coupables Bush, Blair et Aznar et complices de ce mêmes crime, Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Colin Powell, John Negroponte, John Aschroft, Condolezza Rice, Ari Fleicher, Richar Boucher, le Général Franck, Paul Bremmer et Jay Gardner .

En vertu des textes du droit international, le crime d'agression est commis lorsque le pays qui la commet a l'initiative première du recours à la force en l'absence de toute situation de légitime défense. La répression de ce crime est consacrée par la jurisprudence du Tribunal de Nuremberg, puisée dans les statuts qui l'ont institué et reprise par la résolution 3314 de l'Assemblée Général de l'ONU du 14 décembre 1974.

Cette jurisprudence peut également conduire à retenir une culpabilité du fait de « *complot* » pour les opérations menées par la coalition antérieurement à l'invasion et sans aucune caution de l'ONU, telles que la création d'une zone d'interdiction de survol et les bombardements des défenses de l'Etat visé par l'agression, défenses qui avaient été soigneusement répertoriées par certains experts espions. A ce titre, la culpabilité de Robert Perle et Richard Meyers sera retenue.

Une circonstance aggravante découle de la prise d'intérêts personnels de Bush, Cheney dans les sociétés pétrolières en Irak et les fructueux marchés qu'ils ont obtenus des conséquences de la guerre. Il en va de même de Condolezza Rice avec les sociétés Chevron et Texaco, et de Jay Garder avec la société SY Technology.

S'ajoutent à ce crime d'agression, les crimes liés à la nature des armes employés, à la nature des cibles, à la violation du statut de prisonniers de guerre (*et la déportation à la base de Guantanamo*), au traitement des détenus en général, au dommage au patrimoine culturel, résultant du pillage systématique et organisé du Musée National de Bagdad, et dont une partie des objet pillés étaient présentés dans une exposition à Tel Aviv, quelques mois plus tard.

De façon générale, le comportement des forces d'occupation est justiciable des lois humanitaires et de la 4^{ème} convention de Genève sur les obligations de troupes d'occupation à l'égard des populations civiles.

Source : La Lettre de Droit et Solidarité (janvier 2005) - fax : 01 42 21 17 87

Irak : un pays imprévisible...

Extrait d'un entretien avec le général Waldemar Skrzypczak, commandant du 4ème contingent polonais en Irak (par Jacek Przybylski - Rzeczpospolita du 4/1/2005)

Q : Les hommes politiques et les religieux sunnites les plus importants ont annoncé le boycottage des élections. Ne craignez-vous pas que l'Irak s'oriente vers une guerre civile ?

W.S. : *On ne peut l'exclure. Cela serait le pire des scénarios. Mais jusqu'à présent aucune des*

hypothèses concernant l'évolution de la situation en Irak ne s'est avérée vraie. Ce pays est imprévisible.

Q : Que feraient les militaires polonais si la guerre civile éclatait ?

W.S. : *Ils ne seraient certainement pas engagés dans les opérations à caractère offensif, car nous avons le mandat uniquement pour la mission de stabilisation. C'est l'attitude prise par la nouvelle armée irakienne qui compterait le plus. J'ai donc pour objectif de renforcer cette armée dans notre région. Je crois que les policiers et les militaires irakiens sont déjà capables de contrôler une grande partie de notre zone.*

Q : Ne vous croyez pas qu'un bon nombre d'entre eux abandonneraient l'uniforme ?

W.S. : *Peut-être certains, oui. Eux aussi, ils craignent pour leur vie. Si une telle situation se produit, nous obtiendrons un renfort de la part des Américains.*

Source : Revue de presse établie par l'Ambassade de France en Pologne

<http://www.ambafrance-pl.org/>

BREVES

Escadrons de la mort - Le secrétaire international de la *Fédération irakienne des Syndicats*, **Hadi Salih Hadi Salih**, âgé de **56 ans, a été assassiné le 4 janvier 2005**, après avoir été torturé. Incarcéré sous Saddam Hussein pour son activisme syndical, il était revenu de son exil en Suède avant l'invasion US pour créer la *Fédération irakienne des Syndicats* en juin 2003. Il avait, à maintes reprises, manifesté son opposition à la guerre et demander la fin de l'occupation US. Au cours de trois derniers mois, un certain nombre de syndicalistes et ouvriers ont été assassinés ou enlevés. Le 3 novembre, quatre ouvriers des chemins de fer ont été tués et leurs corps mutilés. Le 25 décembre, deux conducteurs de trains ont été enlevés et cinq ouvriers, battus. Dans la nuit du 26 décembre, le siège du syndicat des ouvriers des transports et communications à Bagdad a été bombardé. **Cette situation de violence rappelle étrangement la situation des syndicalistes en Colombie.**

A lire - Parution de « **Les droits de l'homme sont-ils exportables ? Géopolitique d'un universalisme** » de Joseph Yacoub (Edition Ellipses) : « *Devant la moralisation à l'excès des droits de l'homme et leur idéologisation à l'échelle planétaire qui a conduit à des dérives fâcheuses, comme l'effacement des différences culturelles et l'uniformisation, la diabolisation de l'Etat ramené à sa seule fonction dissuasive, l'inflation des textes et leur extension à l'infini, le recours aux droits de l'homme comme instrument de pression politique et le conditionnement de l'aide économique et financière, le droit, voire le devoir d'ingérence politique, la rhétorique sur la bonne gouvernance, une justice pénale internationale confuse et sélective, au-dessus des Etats-nations, et la fièvre "démocratique" par dessus la volonté des peuples, il est venu le temps de procéder à une analyse scientifique des textes fondateurs pour les rendre intelligibles* »...

Florence Aubenas - Dimanche 9 janvier, **plusieurs écrivains dont trois prix Nobel de littérature, membres du Parlement international des écrivains ont demandé la libération de Florence Aubenas** et de son chauffeur Hussein Hanoun al-Saadi: Elfriede Jelinek (*Autriche*), Naguib Mahfouz (*Egypte*), Wole Soyinka (*Nigeria*), Russel Banks (*Etats-Unis*), Hubert Nyssen (*France*), Adonis (*Syrie-Liban*), Breyten Breytenbach (*Afrique du Sud*), Mahmoud Darwich (*Palestine*), Gamal el-Ghetany et Sonallah Ibrahim (*Egypte*), Juan Goytisolo et Enrique Vila-Matas (*Espagne*), David Lodge (*Grande-Bretagne*) ou Antonio Tabucchi (*Italie*). Parallèlement, 72 députés européens, puis les directeurs de principales rédactions ont demandé aux autorités politiques de tout mettre en oeuvre pour obtenir sa libération.

Babylone - John Curtis, conservateur du département du Proche-Orient ancien au British Museum accuse les américaines et polonaise d'avoir causé des « *dégâts substantiels* » sur le site de Babylone : destruction de pavés datant d'Hammourabi, dalles à la gloire de Nabuchodonosor. Il révèle que les militaires ont rempli des sacs de sables mélangés à des fragments archéologiques,

pour servir à leur protection. Cette pratique, dit-il, a sérieusement compromis l'existence d'informations futures sur les zones affectées.

http://story.news.yahoo.com/news?tmpl=story2&u=/afp/20050115/wl_mideast_afp/iraqbritainus

<http://www.guardian.co.uk/Iraq/Story/0,2763,1391042,00.html>

Mohamed Al Joundi porte plainte contre l'armée US

Mohamed al Joundi, le chauffeur syrien, pris en otage par l'Armée Islamique en Irak, août 2004, en compagnie des journalistes Malbrunot et Chesnot, a porté plainte devant les juridictions françaises contre l'armée US et plus précisément, contre le lieutenant-général John F. Sattler, commandant de la *First Marine Expeditionary Force* à Falloujah, pour crimes de tortures ou actes de barbarie.

« J'ai été arrêté par les forces américaines, le 11 novembre 2004, à Falloujah. J'ai immédiatement mis les soldats au courant de ma situation en tant qu'otage, depuis plus de trois mois...Malgré tout ce que j'ai pu dire, on n'a pas voulu m'entendre et on m'a demandé de me taire sous peine de me tuer....Une fois arrivé à la base militaire américaine, les soldats m'ont jeté par terre, ...et m'ont écrasé avec leurs bottes et donné des coups dans le dos. J'ai expliqué une seconde fois ma situation...comme je ne leur donnais aucun détail, ils m'ont menacé avec leurs pistolets et trois fois ils m'ont dit qu'ils allaient me tuer et ont tiré à blanc sur moi...Après, on m'a emmené dans une prison sur une autre base militaire américaine, dans la banlieue de Falloujah. J'y suis resté jusqu'au 17 novembre. Durant cette période, ...les civils (qui m'interrogeaient) me m'ont pas battu, mais après m'avoir bandé les yeux et déshabillé, ils ont promené sur mon corps quelque chose comme un stylo qui me donnait des secousses douloureuses. Là encore, je n'ai pas donné les renseignements qu'ils désiraient. Mais bientôt, j'ai compris qu'ils s'amusaient à me faire souffrir, sursautant chaque fois qu'ils m'infligeaient une décharge électrique... »

(Extraits de la plainte déposée auprès de Maître Vergès)

PALESTINE OCCUPEE

Nettoyage ethnique des Bédouins du Naqab (Négev)

Si l'attention internationale a surtout été concentrée sur l'effroyable répression des Palestiniens, sur les massacres, les destructions de maisons, fermes, champs par les « incursions » ou « raids » d'Israël dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, peu d'observateurs se sont penchés sur les menaces qui planent sur les droits des Bédouins palestiniens de la région du Naqab (Negev) alors que le gouvernement de Sharon a planifié un assaut violent pour y mettre fin.

En juin dernier, quelque 23 membres de la tribu d'Abou Elkian, pour la plupart des femmes et des enfants, furent blessés lorsque des forces de police paramilitaire pénétrèrent dans le village pour y détruire sept maisons. Le même jour, un autre membre de la tribu, un instituteur de 24 ans, fut blessé par balle par « erreur », par l'armée au cours d'un incident séparé.

L'armée a interdit l'entrée du village d'Atir, au nord-est du Negev, pour y établir une zone de tir. Pour les 1000 résidents du village qui ont cultivé ce coin du Negev pendant des générations, la création de cette zone n'était que le premier indice des intentions des autorités israéliennes. En avril, la seule source d'eau du village a été coupée et un entrepreneur privé achemine tous les deux jours des camions d'eau qu'il faut payer. Dernièrement, Israël n'a laissé aucun doute aux villageois : toutes les personnes âgées de plus de 16 ans a reçu une notification de quitter le village « vide, de toute personne, objet ou animal dans la région ».

Ces violences contre les villages bédouins se répètent à travers tout le Negev à mesure que le Plan de Développement du Négev est mis en œuvre à l'initiative personnelle d'Ariel Sharon (*Actualité Juive, 18 mars 2004*). Une des méthodes les plus controversées est celle poursuivie par l'Administration des Terres. Depuis 2002, elle envoie des avions asperger de produits chimiques toxiques les champs de céréales et de fourrages des Bédouins. C'est ainsi qu'en mars 2003, deux avions ont vaporisé 500 hectares cultivés par les habitants d'Abda, un village non reconnu, et leurs maisons. Des personnes âgées et des enfants ont aussi été aspergés et ont souffert de problèmes

respiratoires, étourdissements. Les résidents d'Abda ont ensuite été expulsés à 4 kms de leur village. Un incident similaire parmi les sept répertoriés a eu lieu au village d'Al Gharir, alors que les paysans étaient dans leurs champs.

Israël a alloué à la déportation des dernières communautés bédouines palestiniennes, au cours des prochaines années, un total de 70 000 personnes, la somme de 200 millions de dollars car « le développement que Sharon a en vue pour le Négev ne peut qu'être juif » « Cela signifie un nettoyage ethnique pour nous. Sharon veut la terre d'Atir pour y installer une colonie juive à sa place » commente un habitant.

Dès la création d'Israël, en 1948, les Bédouins du Negev ont été considérés comme des parias. Ils furent criminalisés en tant que collectivité par une loi qui avait classé les terres sur lesquelles ils vivaient comme terres vertes, leurs habitations devenant ainsi rétrospectivement, illégales et sujet à démolition à toute moment contre paiement à l'état d'Israël. Cela rappelle terriblement le *Removal Act* d'Afrique du Sud des années 60 par lequel Indiens, Métis et Noirs devaient évacuer leurs maisons pour faire place aux zones blanches.

Aujourd'hui, la moitié des 140 000 Bédouins vit dans 45 villages qu'Israël refuse de reconnaître, et qui manque de toutes les infrastructures (eau, électricité, système d'égouts, d'enlèvement des ordures, centres de santé et écoles). Ces villages sont regroupés dans une association des villages non reconnus (RCUV). Jaber Abu Kaff, président de cette association, souligne qu'empoisonner les terres comme à Abda est une des méthodes du plan Sharon pour déraciner les Bédouins des terres de leurs ancêtres.

Les populations restantes ont été regroupées dans sept réserves urbaines, connues sous le nom officiel de « centres de concentration » depuis le début des années 1970. Ces townships israéliens languissent dans un marasme social et économique et sont démunis de tout. Le plus grand, Rahat, qui abrite 45 000 Bédouins palestiniens n'a qu'une poste et une banque. Officiellement, Israël justifie son approche agressive par le fait que les Bédouins sont trop éparpillés pour être bénéficiaires de services. L'ironie n'a pas été perdue pour les Bédouins comme Labad Abou Afash, maire du village non reconnu de Wadi al Naam, près de Beersheva. A la fin des années 1970, la principale centrale électrique pour le Negev avait été construite en plein milieu du village, les voltages surgissant au-dessus des têtes de 3000 habitants alors qu'aucune de leurs maisons n'était reliée au secteur. « Nous pouvions entendre le bruit l'électricité bourdonner dans nos oreilles, mais nous n'avions pas le droit d'en bénéficier ». En revanche, l'éparpillement n'a pas été le critère retenu pour les 100 petites communautés juives réparties dans le Negev ces dernières années, dont certaines se composent seulement d'une douzaine de familles.

L'idée centrale d'Israël est la concrétisation de la mission sioniste de « libérer » l'immensité des terres du Negev, deux-tiers du territoire israélien, pour l'immigration juive alors que les bédouins, un quart de la population de cette région, n'en occupent que 2%. Mais, apparemment, cela n'est pas suffisant pour Sharon qui prévoit des mesures draconiennes pour que, trois décennies plus tard, la politique de « township » partiellement mise en œuvre en 1970 soit strictement appliquée.

C'est ainsi que, selon les textes à l'étude par la Knesset, tout Bédouin vivant à l'extérieur des township, selon un mode pastoral traditionnel avec cultures de céréales et élevage de moutons et chèvres, sera considéré comme un squatter illégal. Les récidivistes risqueront deux années de prison. Comme le remarque Nuri al Ughbi, chef bédouin : « les juifs peuvent vivre dans des communautés rurales ou urbaines, dans des fermes collectives comme les kibboutz ou les *moshav*. Mais nous n'avons d'autorisation que pour de pauvres townships urbains ». l'argument principal étant que les Bédouins qui, depuis les années 50, ont déjà été transplantés, en échange de « zones militaires », n'ont aucun droit sur leurs terres comme le déclarait à la presse, en février 2002, le ministre israélien de l'infrastructure nationale, Avidgor Lieberman : « Nous devons stopper cette invasion illégale des terres étatiques par tous les moyens. Les Bédouins ne respectent pas nos lois ». Ou encore, tout dernièrement, et pire, le conseil du ministre de la sécurité publique à un parterre de juifs du Negev : « Allons, mes amis, prenez un bâton et frappez-en tout Bédouin criminel jusqu'à ce qu'il parte ».

Le but primordial de Sharon est d'établir des douzaines de colonies juives en lieu et place des villages bédouins, pour loger les quelque 350 000 immigrants que l'Organisation Mondiale Juive espère importer en Galilée et au Negev d'ici la fin de la décennie. Sharon veut aussi procéder à des expulsions pour alimenter en terres un réseau de ranches privés juifs, semblable au domaine de Sharon dans le Negev, le *Sycamore Ranch*. Raisins et dates vont pousser dans un climat désertique peu favorable avec un approvisionnement en eau largement subventionné et capté en des endroits qui seront source de contestation. L'infrastructure de ces 36 ranches a déjà été approuvé dans ce qui constitue l'épine dorsale de cette « route du vin » touristique.

Enfin, c'est dans le Negev que Sharon a l'intention de réinstaller les colons de la bande de Gaza, les plus militants, si le plan de désengagement est approuvé par son gouvernement. La police spéciale mise sur pied, en 1976, par Sharon, la *Green Patrol* pour appliquer la réglementation à l'encontre des Bédouins- démolition de maisons, abattage du bétail- a d'ailleurs été renforcée.

C'est le KKL , organisation sioniste créée en 1901, ayant des ramifications en France qui est chargée de la colonisation, de la collecte de fonds et de la location des terres palestiniennes, à des entités juives, que ce soit en Galilée ou au Naqab (Negev), pour les judaïser. Et, Israël entend mettre les Américains à contribution pour financer ce développement pour pallier leur refus de financer le démantèlement des colonies de Gaza.

Xavière Jardez

Sources : *Al Ahram Weekly*, 26 août/1sept.2004, Jonathan Cook ; u-blog.net/France/article/Empoisonnement.html ;

Contact : *Regional Council for the Unrecognized Villages of Palestinian Bedouin in the Negev (RCUV)* P.O.Box 10002 Beer Sheva (Israel), e-mail: mqupty@hotmail.com; www.ism.france.org

BREVES

Escadron de la mort - Le secrétaire international de la Fédération irakienne des Syndicats, **Hadi Salih Hadi Salih, âgé de 56 ans, a été assassiné le 4 janvier 2005**, après avoir été torturé. Incarcéré sous Saddam Hussein pour son activisme syndical, il était revenu de son exil en Suède avant l'invasion US pour créer la Fédération irakienne des Syndicats en juin 2003. **Il avait, à maintes reprises, manifesté son opposition à la guerre et demander la fin de l'occupation US.** Au cours de trois derniers mois, un certain nombre de syndicalistes et ouvriers ont été assassinés ou enlevés. Le 3 novembre, quatre ouvriers des chemins de fer ont été tués et leurs corps mutilés. Le 25 décembre, deux conducteurs de trains ont été enlevés et cinq ouvriers, battus. Dans la nuit du 26 décembre, le siège du syndicat des ouvriers des transports et communications à Bagdad a été bombardé. Cette situation de violence rappelle étrangement la situation des syndicalistes en Colombie.

Escroc – En 1990, un certain « *capitaine Karim* », a fait la Une de certains médias en se faisant passer pour un garde du corps de Saddam Hussein. Il racontait que le président irakien jetait ses opposants vivants dans des piscines d'acide chlorhydrique. Malgré les incohérences relevées dans ses propos, les mises en garde des services français et de l'ambassadeur d'Irak qui affirmait qu'il s'agissait d'un ancien employé de l'ambassade, plusieurs médias reprisent ses déclarations, notamment *Le Nouvel Observateur* et l'émission *Le Droit de Savoir* sur TF1. Le « *capitaine Karim* », considéré aujourd'hui comme un agent saoudien, est réapparu dernièrement à Bagdad pour proposer à l'équipe de la DGSE de servir d'intermédiaire avec l'*Armée Islamique en Irak* pour obtenir la libération de Georges Malbrunot et Christian Chesnot. Il a été éconduit poliment.

Prélèvement d'organes humains - Selon le quotidien saoudien *Al-Watan* (18/12/04), **un corps spécial de l'armée américaine prélèverait des organes humains sur les morts et les blessés irakiens.** Des corps mutilés auraient été découverts à Falloujah. De son côté le quotidien irakien *Jomhuri-ye Islami* (19/12/04) a publié des photos d'Irakiens sur qui auraient été prélevés des organes, notamment à la prison d'Abou Graieb.

Bataille de Falloujah – Photos :

<file:///C:/Documents%20and%20Settings/a/Local%20Settings/Temporary%20Internet%20Files/Content.IE5/YPC7QXU5/ATT00004.htm>

Réunion publique d'information sur la situation en Irak

Vendredi 28 janvier, à 18h30

Maison des Métales

94, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

(Métro Parmentier)

avec : **Subhi Toma** (*Président du Comité contre la guerre en Irak*),
Haïfa Zangana (*Collaboratrice de The Guardian*), **Shihab Al Sarraf** (*Chercheur irakien*), **Mundher Adhami** (*Professeur d'université à Londres*),
Awni Kalamji (*Porte-parole de l'Alliance patriotique irakienne*)

Caricature de 1^{ère} page : *Khaleej Times* du 8/1/05 sur *Uruknet.info*
<http://www.uruknet.info/?p=8728&hd=0&size=1&l=x>

Contact AFI : Gilles Munier – Courriel : gilmun@club-internet.fr
Fax : 02 23 20 96 58 – Portable : 06 19 74 45 99

Site Internet des AFI : <http://www.iraqactual.com>

Désabonnement à AFI – Flash :
cliquer sur : gilmun@club-internet.fr
écrire « non » dans la partie objet, puis cliquez sur « envoyer »